

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Direction générale de l'Aménagement, du Logement
et de la nature

La Défense, le

19 DEC 2017

Direction de l'eau et de la biodiversité

Le ministre d'Etat

Sous-direction de la protection et de la restauration
des écosystèmes terrestres

à

Bureau de l'encadrement des impacts sur la biodiversité

Madame la Préfète des Hautes-Alpes

Nos réf. : 2016-08-13d-00661

Affaire suivie par :

anne-colette.lantheaume@developpement-durable.gouv.fr

Tél. 01.40.81.35.45

Copie : DREAL PACA

Objet : Demande de dérogation aux mesures de protection des espèces, relative au projet de réalisation d'un parc éolien de la montagne d'Aureille dans le cadre d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour l'environnement – Avis conforme

Vous avez sollicité mon avis sur le dossier de demande de dérogation aux mesures de protection des espèces, relatif au projet de réalisation par la société BORALEX SAS, d'un parc éolien de la Montagne d'Aureille dans le département des Hautes-Alpes, sur les communes de La Haute-Beaume et de Montbrand.

Cette demande de dérogation est régie par les dispositions de l'article 19 du décret n°2014-450 du 2 mai 2014 relatif à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement.

La demande de dérogation porte sur la destruction, l'altération durable, la dégradation d'habitats et sur la destruction de spécimens, pour les deux espèces suivantes, figurant sur la liste des espèces prévue à l'article R. 411-8-1 du code de l'environnement :

- vautour moine (*Aegypius monachus*)
et
- gypaète barbu (*Gypaetus barbatus*)

Cette demande de dérogation a fait l'objet d'un avis défavorable du Conseil National de la Protection de la Nature (CNPN) en date du 22 novembre 2017.

En effet, malgré la mise en œuvre des mesures d'évitement et de réduction, l'impact résiduel demeure important pour ces deux grands rapaces (destruction d'habitats et d'éléments fonctionnels de leurs domaines vitaux). Les mesures relatives à l'installation de dispositif anti-

collision pour les populations locales de ces deux espèces sur toutes les machines et la modulation du fonctionnement des éoliennes présentées dans ce dossier sont jugées insuffisantes, voire inopérantes, face aux enjeux de préservation, car elles ne garantissent pas l'absence de perte de spécimens pour ces deux espèces, bénéficiant chacune d'un plan national d'action (PNA) et d'importants programmes internationaux de ré-introduction dans le milieu naturel. La ligne de transfert de l'électricité produite par les éoliennes est en outre très partiellement enterrée.

Par ailleurs, je constate qu'au vu du périmètre limité de la zone d'étude retenue, l'absence de solutions alternatives ne peut pas être démontrée.

De plus, je considère qu'il est très difficile d'établir une raison impérative d'intérêt public majeur pour ce projet économiquement modeste face à l'impact potentiel sur la biodiversité qu'il représente. Il s'avère en particulier que dans la zone où est localisé le site de la Montagne d'Aureille, l'extrême vulnérabilité de la population alpine du gypaète barbu et du vautour moine est liée à leur taux de mortalité élevé par rapport à un taux de reproduction naturellement très faible.

Dans ce contexte, cette demande de dérogation recueille un avis défavorable de ma part.

Pour le ministre et par délégation

La directrice de projet auprès du directeur
de l'eau et de la biodiversité



Simone SAILLANT